

gâchis, nous devons faire une mise en garde méthodologique. Une guerre ne s'explique pas entièrement par ses résultats, même s'ils figurent au titre de ses objectifs, avoués ou non, dans la tête des décideurs. La dynamique de la « marche à la guerre » fait intervenir de multiples déterminants, notamment psychologiques, voire psychanalytiques. C'est parfaitement évident dans le cas du perdant, mais aussi dans le cas des vainqueurs. Ainsi, les discours « machistes » de Bush contre Saddam trahissaient une volonté d'effacer l'humiliation du Viêt-nam, mal guérie par les ridicules opérations de la Grenade et de Panama. Cette volonté de « montrer qu'on en a » fut probablement déterminante dans le soutien final, et pas évident à l'origine, de l'opinion publique masculine. Toutefois, les intérêts profonds que nous allons maintenant aborder furent déterminants dans l'acquiescement des « personnes raisonnables ». Nous disons « intérêts » et non pas « causes » : il s'agira de résultats escomptables de la guerre, de plus en plus clairement perçus au fur et à mesure de la marche à la guerre, et non de causes prochaines, au sens où le furent l'invasion du Koweït et la volonté de revanche américaine.

UNE GUERRE POUR LE PÉTROLE ?

Telle est l'analyse massivement reprise par les pacifistes, mais aussi largement acceptée par l'opinion publique, et parfois cyniquement avouée par les dirigeants occidentaux (de George Bush à Michel Rocard), ou même par des intellectuels du camp belliciste. Cette analyse est évidemment largement justifiée, mais elle doit être fortement nuancée et approfondie.

Écartons d'emblée une version grossière de l'argument : il s'agirait à court terme, c'est-à-dire dès le 2 août 1990, d'interdire à l'Irak de prendre le contrôle du marché pétrolier. Dès l'automne 1990, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller de Jimmy Carter, soulignait que, dans ce cas, les renforts dépêchés immédiatement en Arabie Saoudite suffisaient amplement, qu'il n'était même pas nécessaire de libérer le Koweït³⁰. Voyons en effet les chiffres. L'Irak représente 4,5 % de la production mondiale de brut, l'Arabie Saoudite 12 %³¹. La conquête du Koweït rapportait à l'Irak 3 % supplémentaires. Mourir pour 3 % ? Dérisoire.

Certes, l'affaire apparaît plus sérieuse quand on rapporte les 3 % koweïtiens au volume exportable, disponible sur le marché mondial, et plus particulièrement à la force de frappe de la principale instance de régulation de ce marché : l'Opep (36,9 % de la production mondiale). Il

faut en effet se rappeler que le premier producteur mondial, l'URSS (19,5 %), était déjà moins capable d'exporter, et que le deuxième, les États-Unis (13,7 %), importait déjà près de 50 % de ses besoins.

Au sein de l'Opep s'opposent traditionnellement deux lignes depuis 1973. D'une part, les pays à population clairsemée et repue, qui cherchent à maximiser sur une longue période leurs revenus rentiers. La stratégie de ces pays doit éviter que des prix trop élevés – disons supérieurs à 15 dollars le baril – n'incitent les pays consommateurs à faire des économies d'énergie, ou à rechercher des ressources de substitution. Le bloc des « pétromonarchies » du Golfe, avec un gros tiers de la production de l'Opep, est le bastion de cette ligne. En face, les pays à forte population cherchent au contraire à maximiser la rente sur le court terme pour la réinvestir, à bon ou à mauvais escient (plateformes industrielles ou armements). L'Algérie, l'Iran, l'Irak, soit un petit tiers de l'Opep, représentent cette seconde ligne et visent un prix de l'ordre de 25 dollars le baril. Les deux groupes se sont affrontés à la conférence de juillet 1990, l'Irak obtenant le chiffre cible de 21 dollars. Le Koweït augmenta alors sa production pour faire baisser les cours. Cet affrontement fut l'un des prodromes du conflit, et sans doute la cause directe de l'invasion irakienne.

L'annexion du Koweït revenait en effet à déplacer quelque 10 % de la production de l'Opep d'un camp à l'autre. Surtout, elle déplaçait vers l'Irak les revenus du Koweït, qui, de fait, fonctionnait comme une enclave de la finance occidentale en terre arabe, puisque la famille al-Sabah accumulait ses revenus essentiellement en Occident. Il s'agissait donc à la fois de la « ré-arabisation » d'une partie non négligeable de la rente pétrolière et, surtout, d'un point marqué par les partisans du prix fort.

Certes. Mais tout cela fut immédiatement contré par l'embargo et la hausse de la production saoudienne. Dès le début de la guerre, le 17 janvier, le prix du pétrole se stabilisa au niveau de celui de juillet 1990 (Vienne), cela sans la production de l'Irak et du Koweït et malgré un hiver plutôt froid. Et la défaite militaire sur l'Irak provoqua un véritable effondrement des cours... sans reprise de la production des deux États. Non, le monde occidental n'avait pas besoin du petit bradeur koweïtien pour s'adonner à son overdose pétrolière. Pas à court terme, du moins.

C'est très tardivement que le président Bush allait donner la véritable clef, confirmant l'analyse des écologistes hostiles à la guerre. Le 19 février 1991, il dévoilait le plan énergétique des États-Unis pour les vingt prochaines années. Contre toute attente, il prônait une accélération

générale de la consommation pétrolière, refusait toute taxe sur les carburants, éclairant rétrospectivement son hostilité envers la stabilisation des émissions de CO₂, devant la Conférence mondiale sur l'atmosphère de l'automne 1990 à Genève. Dès lors, ce n'était plus aux flux, mais aux stocks qu'il fallait se référer. Et à l'horizon 2030, il apparaît que l'Arabie Saoudite représente 40 % des réserves prouvées... et le bloc Irak-Koweït 30 % ! Cela, bien entendu, dans l'hypothèse de la poursuite du modèle de développement « énergivore » où s'illustrent les États-Unis, qui consomment deux fois plus d'énergie par dollar de PNB que l'Allemagne ou le Japon.

La guerre du Golfe était donc bel et bien une guerre pour le pétrole... mais contre les économies d'énergie ; pour la dérive de l'effet de serre et contre le choix d'un modèle de développement soutenable. À ce rythme en effet – celui qui donnerait aux pays du Golfe un poids décisif sur le marché du brut vers le premier quart du prochain siècle –, la température moyenne de la planète se sera élevée de 2 à 4 °C, soit l'ampleur de la fluctuation du cycle des glaciations. Mais alors que l'humanité ne comptait que quelques millions d'habitants lors des derniers renversements climatiques – qui s'étendaient sur des dizaines de millénaires –, ce sont dix milliards d'êtres humains qui auront, au cours des qua-

rante ans à venir, à se « recaser » pour s'adapter aux changements climatiques, dans un contexte de monde fini aux tensions raciales exacerbées !

Ce choix a fait dire à un diplomate français : « La politique énergétique des États-Unis, c'est la guerre du Golfe. » Ce qui peut s'entendre dans les deux sens : la guerre du Golfe annonçait déjà la position américaine face à la conférence de Rio, et la guerre du Golfe est le premier pas d'une stratégie politique des États-Unis pour se préparer à affronter le monde hypertendu qu'implique leur politique énergétique – mais pas seulement la leur. Ce qui nous introduit au second thème des interprétations antibellicistes de la seconde guerre du Golfe : une guerre pour l'hégémonie américaine.

LA GRANDE TRANSFORMATION DES ANNÉES QUATRE-VINGT

Souvenons-nous du sommet des Sept Grands à Paris, le 15 juillet 1989. Les années quatre-vingt s'achevaient sur l'échec lamentable du « camp socialiste ». Une aurore se levait sur le monde. L'Occident, magnanime, tendait la main au tiers monde, promettait de lever le fardeau de la dette, et, déjà, George Bush élargissait ce geste généreux vers ce nouveau tiers monde auquel se réduisait le « second monde », une fois débarrassé de son vernis socialiste. Quelques mois

encore, et l'écroulement du Mur de Berlin parachevait la victoire du « camp américain ». Par continuité, les résolutions du Conseil de sécurité, à partir du 2 août 1990, nous montraient une superpuissance unique orchestrant, au nom d'un nouvel ordre international, l'unanimité des puissances assagies sous son calme *leadership*. Quelques mois plus tard, les États-Unis et quelques États alliés – européens ou arabes – semblent mener une guerre d'anéantissement privée, avec la discrète réprobation de l'URSS, du Japon et de la plupart des autres pays d'Europe – y compris au sein de la coalition –, et sous les huées de la rue arabe, avant-garde d'une nouvelle vague d'anti-américanisme dans le tiers monde... Comment en est-on arrivé là ?

En réalité, nous avons vu que, derrière la fin de la guerre froide par K.-O. du « camp soviétique », une tout autre lecture des années quatre-vingt était possible. Une formidable bataille s'était livrée en sous-main, au sein même des pays capitalistes avancés, entre deux options quant à la sortie de la grande crise des années soixante-dix : entre le libéral-productivisme et les modèles de sortie de crise fondés sur l'implication négociée des travailleurs. Et, nous l'avons dit, la grande nouvelle de la fin des années quatre-vingt, c'est la victoire écrasante du second groupe de pays sur le premier. Victoire

selon les normes du capitalisme, bien sûr : PNB par habitant, taux de profit, appréciation de la monnaie et, surtout, excédent commercial.

Depuis 1985, et bien qu'ils aient presque dévalué de moitié leur monnaie par rapport au yen et au deutsche Mark, les États-Unis ont encaissé un déficit commercial presque régulier de 10 milliards de dollars par mois. Leur dette extérieure est aujourd'hui supérieure à la moitié de la dette totale du tiers monde. Et, comme pour le Brésil des années soixante-dix, cette dette à présent s'auto-entretient : il faut s'endetter pour payer le service de la dette... Le désastre intérieur est encore plus spectaculaire : écroulement du système bancaire, du système d'éducation et de santé, épouvantable polarisation de la société entre gagnants et laissés-pour-compte, explosion de la criminalité urbaine... et pénétration massive du capital japonais – et européen – dans les secteurs clefs de l'économie américaine. Cette « brésilianisation » annoncée des États-Unis³² est en train de se produire également en Grande-Bretagne. Le passage de la France dans le camp des pays déficitaires en produits industriels, à polarisation des revenus et à « émeutes urbaines », qui s'est affirmé tout au long de ces dernières années, traduit, avec les retards et les nuances qui s'imposent, l'implacable logique d'un choix de restructuration erroné.

La débâcle américaine a cependant une

énorme contrepartie : une puissance militaire colossale. On a même dit que c'est le poids de la dépense militaire, dans les pays du premier groupe (États-Unis, Royaume-Uni, France), qui, asséchant les fonds disponibles pour la recherche civile, aurait entraîné leur défaite devant l'Allemagne et le Japon, « dispensés » du coût de leur propre défense. La preuve est faite, en tout cas, que les dépenses militaires n'ont aucunement l'effet d'entraînement promis sur l'économie civile³³. Il ne faut pourtant pas s'abuser : le déclin américain, mais aussi britannique et français, n'est pas tant le résultat des gaspillages militaires que d'une erreur plus fondamentale dans la gestion sociétale du rapport capital-travail. Et s'il faut chercher une liaison entre ces deux chaînes de causalité indépendantes (surarmement, choix erronés dans la réforme du rapport capital-travail), je la chercherai plutôt du côté de l'influence du modèle hiérarchique militaire sur les relations de travail civiles, et non directement du côté de la mauvaise allocation des recherches technologiques. J'irai même jusqu'à avancer, avec plus de prudence, que c'est vrai aussi dans le cas soviétique.

Reste cette énorme machine de guerre, la seule au monde à pouvoir se projeter contre toute menace géopolitique d'où qu'elle vienne. Et c'est l'atout majeur des États-Unis pour

conserver leurs positions à l'aube du XXI^e siècle. « Pour régner en maître, contrôler le Japon, disloquer l'Europe et contenir toute velléité d'autonomie dans le tiers monde », ajoutent bien souvent les antibellicistes, mais aussi les plus triomphalistes du camp belliciste. Là encore, cette affirmation mérite nuances et approfondissements.

Balayons d'emblée un fantasme paranoïaque : grâce au contrôle du Golfe, les États-Unis seraient en mesure d'étrangler l'Allemagne et le Japon. Soyons sérieux. Il n'y aura jamais qu'un seul prix du pétrole sur le marché mondial, le même pour les importations américaines ou japonaises. L'expérience a montré que c'est à l'époque du « pétrole cher » (1973-1985) que le Japon et l'Allemagne ont distancé les États-Unis – et c'est normal : quand les clients sont riches, les exportateurs les plus compétitifs sont rois. Et si, comme leur stratégie énergétique le suggère, les États-Unis, maîtres du Golfe – s'ils y arrivent ! –, imposent un pétrole bon marché, on ne voit pas en quoi cela gênera le Japon et l'Allemagne, qui sont maintenant capables de développer, hors Opep, leurs propres « zones de coprosperité ».

Écartons aussi un cliché journalistique : l'Allemagne et le Japon « géants économique et nains politiques ». L'Allemagne et le Japon ne sont pas des nains politiques. Au contraire, ils